

SERVICE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

Prestations de transport individuel au profit des agents en situation de handicap, gérés
par le Centre territorial d'Action Sociale (CTAS) de Bordeaux.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

GSBdD Bordeaux Mérignac Agen

Caserne Nansouty

223 rue de Beglès

CS21152- 33068 BORDEAUX Cedex

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC	4
1.1 PRESTATIONS QUOTIDIENNES.....	3
1.2 PRESTATIONS PONCTUELLES.....	4
1.3 FERMETURE TEMPORAIRE DES SITES.....	4
 ARTICLE 2 – ORGANISATION DES PRESTATIONS.....	4
2.1 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS QUOTIDIENNES.....	4
2.2 RESERVATION DES PRESTATIONS PONCTUELLES.....	5
2.3 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET GESTION DES PERTURBATIONS.....	5
2.4 MOYENS DE COMMUNICATION	6
2.5 MOYENS MATERIELS	7
2.6 MODALITÉS ENVIRONNEMENTALES	7
2.7 MOYENS HUMAINS.....	9
2.8 MODALITÉS DU PERSONNEL	10

ARTICLE 1 – EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

Le titulaire s'engage, aux conditions fixées par le présent cahier des clauses techniques particulières, à assurer le transport de personnels à mobilité réduite selon deux types de trajets :

- les prestations dites « quotidiennes » avec un trajet domicile/travail et un trajet travail/domicile ;
- les prestations dites « ponctuelles » : déplacements professionnels avec des trajets de types formations, réunions extérieurs...

Le titulaire devra assurer l'accompagnement et le transport quotidien du personnel à mobilité réduite, et le cas échéant **de son chien d'assistance et/ou d'un fauteuil roulant** en se conformant aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

En cas de pandémie, le titulaire sera tenu de prendre en compte les mesures gouvernementales imposées mais aussi recommandées (distanciation, port de masques, respect strict des gestes barrières et l'application du protocole sanitaire prévu dans ce cadre...) afin de garantir la sécurité du personnel transporté.

Le transport d'une autre personne non prévue au marché est interdit.

1.1 PRESTATIONS QUOTIDIENNES

Les prestations quotidiennes se déroulent habituellement deux fois par jour (exceptionnellement quatre fois par jour pour soins au domicile), en fonction de la durée du service :

- aller : prise en charge de la personne en situation de son handicap à son domicile et dépôt de la personne à son adresse d'affectation ;
- retour : prise en charge de la personne en situation de handicap à son adresse d'affectation et dépôt de la personne à son domicile.

La personne est prise en charge à la porte de son domicile et doit être déposée à la porte du bâtiment de son lieu de travail ; ou à défaut, à l'une des entrées du site.

Le chauffeur se présente au poste de sécurité et laisse une carte d'identité ou un passeport contre un badge lui permettant de déposer la personne en situation de handicap et de ressortir de suite.

Les transports s'effectuent toute l'année, y compris pendant les périodes de congés scolaires.

1.2 PRESTATIONS PONCTUELLES

A titre complémentaire, le marché public peut couvrir ponctuellement des transports inhabituels et irréguliers mais toujours pour des raisons professionnelles (réunion de travail, formations, convocations individuelles par les services du personnel, de la médecine statutaire ou de prévention). Un bon de commande est alors établi et transmis au titulaire par courriel.

Le titulaire peut demander à la personne transportée des pièces justificatives et demander l'accord préalable du CTAS pour tout trajet inhabituel.

Tout trajet dépourvu de caractère professionnel est strictement interdit. Le CTAS peut refuser le paiement d'une course lorsque le caractère professionnel de celle-ci n'est pas démontré ou que l'accord n'a pas été donné.

A titre exceptionnel, le marché public peut couvrir ponctuellement des demandes de mise en attente de chauffeur pour des raisons obligatoirement professionnelles (réunion de travail, formations, convocations individuelles par les services du personnel, de la médecine statutaire ou de prévention). Un bon de commande est alors établi et transmis au titulaire par courriel.

1.3 FERMETURE TEMPORAIRE DES SITES

Les sites sont ouverts toute l'année. Toutefois, dans le cas d'une fermeture temporaire en cours d'année, le bénéficiaire doit en informer le titulaire au minimum quinze (15) jours auparavant. Aucune prestation n'est réalisée pendant cette fermeture hors spécification particulière. Il en est de même en cas de pont ou de week-end prolongé. Le reste de l'année, le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour exécuter les prestations conformément au présent CCTP, y compris pendant ses propres périodes de congés, celles-ci n'étant pas neutralisées.

ARTICLE 2 – ORGANISATION DES PRESTATIONS

2.1 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS QUOTIDIENNES

En principe et sauf mention contraire sur le bon de commande, la prestation se déroulera entre le domicile de l'agent concerné et son lieu de travail.

L'agent peut être amené à effectuer des missions professionnelles extérieures.

Avant le début d'exécution des prestations, le titulaire prendra en compte les différentes adresses de domicile et de travail des agents ainsi que leur handicap afin d'adapter les véhicules auprès du CTAS dont les coordonnées sont indiquées ci-dessous :

Centre Territorial d'Action Sociale de Bordeaux

Caserne Nansouty

223 rue de Beglès

CS21152- 33068 BORDEAUX Cedex

Contact : ctas-bordeaux.resp-bur-gest-budget.fct@intradef.gouv.fr

2.2 RESERVATION DES PRESTATIONS PONCTUELLES

Le titulaire met à disposition un numéro de téléphone pour que chaque agent puisse programmer sa réservation. Le titulaire s'engage à assurer un accueil téléphonique aux horaires d'ouvertures préalablement indiqué dans le mémoire technique.

Les réservations sont prises par téléphone au plus tard J-2 avant 17h00, de la prise en charge demandée.

Lors de la réservation, le titulaire devra prendre en compte les informations suivantes :

- nom de la personne ;
- adresse de départ ;
- adresse d'arrivée ;
- présence d'aide technique, d'aide humaine ou de fauteuils roulants ;
- horaires de départ/d'arrivée souhaité ;
- motif de la prise en charge.

2.3 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS ET GESTION DES PERTURBATIONS

Le titulaire doit effectuer les prestations dans les meilleures conditions de régularité, de confort, de propreté et de sécurité. Il est tenu d'assurer la continuité des services quelles que soient les circonstances, sauf cas de force majeure rendant l'itinéraire impraticable ou le respect des horaires impossibles (élément extérieur imprévisible et insurmontable, intempéries exceptionnelles, interdiction de circuler).

- En cas de problème grave (accident, ...), le titulaire avertit le CTAS dans les plus brefs délais de la localisation, de la nature des faits, de l'identité des personnes victimes de l'accident et de toute information liée à l'événement.
- Dans le cas d'un retard dû à la défaillance d'un véhicule, le titulaire, après concertation avec le CTAS de Bordeaux, doit le remplacer dans un délai d'une heure maximum.

Pour tout événement perturbant l'exécution du service, le titulaire s'engage à en informer immédiatement le CTAS aux numéros suivants :

- Contact : M. LEROY : 05.57.85.18.92 ;
- Contact : M. ROUGEAU : 05.57.85.24.96 ;
- Contact : Mme RAPINE : 05.57.85.24.45.
-

En cas de changement de l'un de ces contacts, le titulaire en sera informé par Ordre de Service.

En période hivernale, le titulaire doit obligatoirement s'assurer, avant l'exécution du service, que les conditions de circulation permettent aux conducteurs d'effectuer leur service selon les normes de sécurité réglementaires. Si les conditions de circulation sont trop délicates, le titulaire doit prendre l'initiative de ne pas exécuter ou d'interrompre l'exécution des services. Dans une telle éventualité, il en informe expressément le responsable de site et/ou le CTAS.

Lors de l'immobilisation fortuite du véhicule (panne ou accident) durant l'exécution de la prestation, le conducteur a comme première préoccupation la sécurité des personnels transportés.

Il se conforme aux prescriptions suivantes :

- en cas d'immobilisation dangereuse ou gênante pour la circulation, il doit faire appel aux services de gendarmerie territorialement compétents pour assurer la protection et garantir la sécurité du véhicule et de ses occupants ;
- le bénéficiaire doit être informé du besoin d'un dépannage rapide ou d'une mise en place non moins rapide d'un véhicule de substitution.

2.3.1 Course imprévue

Pour toute course imprévue, le titulaire doit être en mesure d'intervenir **dans un délai de trois (3) jours ouvrés** à compter de la prise en compte de la demande.

2.4 MOYENS DE COMMUNICATION

Le titulaire du marché public doit équiper son personnel de moyens nécessaires pour être en mesure de communiquer par écrit et à l'oral avec le responsable de site ou le CTAS.

Les conducteurs doivent être équipés en permanence d'un téléphone mobile.

Conformément au Code de la route, il est rappelé que l'utilisation du téléphone mobile ne doit se faire uniquement pendant l'arrêt complet du véhicule.

2.5 MOYENS MATERIELS

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation relative à l'exercice de sa profession, ainsi que les textes particuliers concernant le transport des personnes en situation de handicap.

Les véhicules doivent être conforme à l'arrêté du 23 août 2013 relatif aux conditions d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite des véhicules terrestres à moteur des catégories M1 et N1.

2.5.1 Maintenance et entretien du matériel roulant

Le titulaire est responsable de la conformité, de l'entretien et du bon état des véhicules utilisés pour une exécution optimale des services qui lui sont confiés. Il en assure la responsabilité et le financement.

Tous les véhicules doivent satisfaire de l'ensemble des contrôles techniques réglementaires à la date d'exécution des prestations. Ils doivent, selon le besoin être adapté au transport de personnes à mobilité réduite.

Une obligation de maintenance particulière doit être assurée tant à l'extérieur qu'à l'intérieur sur les véhicules mis à disposition impliquant notamment que :

- l'éclairage intérieur, le chauffage et la climatisation (si présente) soient en bon état de fonctionnement ;
- la température intérieure du véhicule doit permettre d'assurer le confort dès la prise en charge du passager ;
- les sièges ne doivent pas être dégradés ;
- le véhicule ne doit présenter aucune dégradation extérieure (traces de rouille, ...). Tout incident de carrosserie doit être réparé dans les meilleurs délais ;
- l'intérieur des véhicules est nettoyé avant chaque service ;
- l'extérieur est lavé chaque fois que nécessaire.

Dès que les conditions climatiques l'exigent, les véhicules utilisés doivent être équipés de tous les équipements hivernaux nécessaires et adaptés.

2.6 MODALITÉS ENVIRONNEMENTALES

2.6.1 Protection de l'environnement

2.6.1.1 Echanges dématérialisés

En complément des dispositions de l'article 7 du CCAG/FCS relatives à la protection de l'environnement, le titulaire du marché public s'engage à baisser son utilisation de papier en promouvant des échanges dématérialisés. Ces échanges se déroulent selon les modalités prévues par l'article 3.1 du CCAG/FCS.

2.6.1.2 Décret performance énergétique

En application du décret n°2016-412 du 7 avril 2016 portant sur la prise en compte de la performance énergétique dans certains contrats et marchés publics, en référence au règlement CE n°1222/2009 du 25 novembre 2009 relatif à l'étiquetage des pneumatiques en relation avec l'efficacité en carburant, et ce à compter de la notification du marché, le titulaire doit utiliser des pneumatiques notés « A » concernant la classe d'efficacité en carburant, à l'occasion du remplacement des pneumatiques pour les véhicules utilisés dans le cadre du marché.

2.6.1.3 réduction des émissions polluantes des voitures particulières

En accord avec l'article R.2111-10 de la commande publique les véhicules utilisés dans le cadre des prestations du présent marché doivent avoir les exigences suivantes :

- vignettes Crit'Air de classe 1 ;
- ou de classe électrique ;
- sauf pour les véhicules diesel où la classe 2 est exigée.

Le titulaire devra fournir les certificats de conformité de chaque véhicule.

Le non-respect des articles 2.3 à 2.6 du CCTP peut donner lieu à l'application de pénalités conformément à l'article 6 du CCAP.

2.6.2 Achats responsables

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400: 2017 « achats responsables - Lignes directrices » délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400: 2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400: 2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA) accompagne le titulaire dans cette démarche – pour toute information : site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> .

2.7 MOYENS HUMAINS

2.7.1 Dispositions générales concernant le personnel de conduite

Le titulaire met en œuvre les moyens humains nécessaires à la réalisation du service de transport dont il a la responsabilité. Il s'assure que ses personnels disposent des qualifications requises. Il veille à une planification des tâches et à une bonne régulation des services.

A la demande du bénéficiaire, le titulaire doit fournir une copie du permis de conduire et de la visite médicale du ou des conducteurs susceptibles d'assurer le transport des personnels à mobilité réduite.

En toutes circonstances, les personnels de conduite doivent faire preuve de correction, de courtoisie et d'amabilité envers les voyageurs.

En cas de comportement inappropriés graves ou répétés d'un conducteur, l'agent transporté pourra demander au CTAS un changement de chauffeur.

Le titulaire devra proposer un autre conducteur et rembourser les éventuels frais liés à l'indisponibilité du service de transport et/ou du fait de l'immobilisation du véhicule.

Le conducteur doit, si besoin, aider la personne ou à monter et/ou à descendre du véhicule.

En cas d'utilisation d'un fauteuil pliant, il peut également être demandé au chauffeur de plier, charger puis décharger et déplier le fauteuil.

Toute infraction au Code de la route ou à toute autre législation en vigueur, commise par le conducteur, n'est en aucun cas imputable au Ministère des Armées.

Le non-respect de l'article 2.7 de CCTP donner lieu à l'application de pénalités conformément à l'article 6 du CCAP.

2.7.2 Profil de l'intervenant accompagnateur

Le conducteur, titulaire d'un permis « B », au-delà de la simple conduite sera aussi accompagnateur de la personne qu'il transporte.

A ce titre, il doit être formé pour réagir face aux différentes situations qui pourraient subvenir et toujours laisser la personne en position sécurisée.

A l'exclusion de toute autre prestation et notamment du portage, une aide à la personne handicapée et/ou à mobilité réduite sera apportée par le conducteur accompagnateur, si besoin, entre le véhicule de transport et le lieu de prise en charge et/ou la destination de manière à toujours laisser la personne en position sécurisée à l'exclusion de toute autre prestation à caractère médical ou paramédical et de

portage.

Le conducteur accompagnateur de transports de personnes handicapées et/ou à mobilité réduite, doit obligatoirement avoir suivi une formation complémentaire et spécifique dans les domaines suivants :

- PSC1 (prévention et secours civique) ;
- Accompagnement de l'agent (accueil personnalisé, prise en charge des bagages, le cas échéant....

2.7.3 Mise à disposition d'un chauffeur

Dans le cas où un agent cadre est soumis à des impératifs de service, une demande exceptionnelle de la mise en attente d'un chauffeur pour le transport sur un autre site peut être demandé aux titulaires sous validation du CTAS.

2.8 MODALITES DU PERSONNEL

2.8.1 Application de la législation du travail au personnel de l'entreprise titulaire

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG/FCS, le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur relative à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours.

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

La proportion de travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie, employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché public, sont conformes à la réglementation en vigueur.

2.8.2 Conditions de travail

2.8.2.1 Comportement du personnel

Le personnel du titulaire et de ses éventuels sous-traitants doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes relatives à la sécurité des personnes, des installations et des biens (accès au site, sécurité incendie, etc.) qui lui ont été communiquées par le site bénéficiaire.

L'administration se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment le remplacement définitif de toute personne participant à l'exécution des prestations

pour non-respect du règlement intérieur ou des consignes écrites, ainsi que pour défaut de probité.

2.8.2.2 Équipement de travail

Le titulaire fournit à tout le personnel œuvrant sur le site du bénéficiaire des vêtements de travail et des équipements de protection individuelle conformes à la législation en vigueur.

2.8.2.3 Continuité de la prestation

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou de toute situation qui affecterait l'exécution de la prestation, le titulaire doit assurer la continuité des prestations définies dans le présent marché public. Dans le cas où le titulaire serait dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de la prestation dans les délais et conditions prévus au marché public, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

2.8.2.4 Responsabilité du fait des préposés

Le titulaire est responsable de ses personnels et de leurs actes en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable, sans que cette liste ne soit limitative, des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts produits lors de l'exécution des prestations et des éventuels vols qui pourraient être commis par ses employés dans l'enceinte du site.

Le non-respect de l'article 2.8 du présent CCTP peut donner lieu à l'application de pénalités conformément à l'article 6 du CCAP.